

Douze idées pour tenter d'atteindre un statut de l'artiste

► Les artistes veulent obtenir de l'Etat un statut digne de ce nom, juridiquement fiable.

► Second volet de notre enquête : quelles sont les pistes évoquées par les diverses parties ?

ENQUÊTE Les cabinets flamand et francophone de la Culture se concertent régulièrement à ce sujet, la Culture francophone (Alda Greoli, CDH) est en contact suivi avec l'emploi fédéral (Kris Peeters, CD&V), divers organes sociaux, les artistes eux-mêmes et leurs fédérations professionnelles s'activent pour dessiner ce que pourrait être demain un véritable « statut de l'artiste ». Mais que recèlent les cartons à idées de chacun ? Et ces idées sont-elles toutes compatibles ? ■

ALAIN LALLEMAND

1

Une seule vision transversale

C'était l'une des dix priorités de la coupole Artiste au centre et rien ne semble possible sans passer par là : une « concertation transversale pour revoir le statut social, fiscal des travailleurs intermittents du secteur artistique ». Sans ambiguïté, sans arbitraire possible, chaque artiste, chaque opérateur, chaque administration fédérale, régionale et communautaire (ONSS, Finances, Onem, Forem, Actiris, Inami) doit se référer à une définition juridique identique et une approche équivalente de l'artiste/intermittent. L'artiste ne peut plus être un jongleur d'assiettes chinoises, tirillé par six ou sept statuts différents.

2

Un cadastre des artistes

A partir d'une définition unique et d'une solide étude du paysage artistique, on peut établir une nomenclature de ce qui est - ou pas - « artistique ». Un régisseur est-il technicien ou artiste ? Cela va être le véritable déchirement du secteur : faut-il lier technique et artistique et parler d'« intermittents » ou scinder le technique de l'artistique ? Scinder suppose un préalable : « Les régisseurs et techniciens perdraient quelque chose de fondamental s'il n'y a pas d'abord une loi de l'intermittence qui leur permet d'avoir un avantage dans leur profession - qui n'est pas une profession artistique dans 90 % des cas, constate Michel Kaczenelenbogen, directeur du théâtre Le Public. La pénibilité des régisseurs et techniciens a des spécificités qui justifiaient des avantages supérieurs parfois au statut de l'artiste. On peut être artiste jusqu'à 95 ans, on ne peut pas continuer à monter aux échelles. »

3

De nouveaux seuils Onem

Il est trop difficile aux jeunes artistes de prouver 104 jours d'occupation artistique en 18 mois et d'obtenir ainsi le « statut initial d'artiste » Onem. Par contre, il est trop facile aux anciens de le conserver en établissant seulement trois prestations distinctes par an. Cela manque de cohérence et de solidarité transgénérationnelle. « Notre recommandation, propose Pierre Dherte, est de réduire le nombre de jours requis pour l'accès au statut, après quoi on demanderait non plus trois mais neuf prestations distinctes minimum chaque année. Un pari sur la jeunesse. »

4

Formation Actiris/Forem

Les procédures vexatoires vis-à-vis des artistes ne se limitent pas à l'Onem et la compétence fédérale de l'emploi. Le problème concerne aussi les administrations régionales, dont les agents sont mal formés. « Les ministres régionaux de l'Emploi sont également responsables, note la ministre de la Culture Alda Greoli (CDH). J'ai demandé à MM. Didier Gosuin (Défi) et Pierre-Yves Jeholet (MR) de bien vouloir faire travailler Actiris et le Forem à la formation de contrôleurs. » Olivier Maroy (MR) a emboîté le pas à la ministre : « J'appuie votre demande aux ministres régionaux de l'Emploi de former des contrôleurs. » Depuis lors, le Bruxellois Gosuin a été interpellé par Ecolo, le Wallon Jeholet par le PS, et l'Union des artistes croit à la démarche : « Que fait Actiris ? Ils poussent les artistes à accepter des emplois dits « convenables » de gardien de parking. Nous n'en voulons plus : si quelqu'un décroche le statut d'artiste et qu'il parvient à le maintenir par (au moins) neuf prestations distinctes annuelles, on ne doit plus lui imposer un emploi de gardien de parking. »

5

Un statut Inami « au cachet »

En Belgique, l'assurance soins de santé est quasi universelle. Par contre, l'accès à l'assurance indemnités - qui couvre l'incapacité de travail et le repos de maternité - est beaucoup plus restrictif. Un travailleur intermittent (comme l'artiste) doit prouver qu'il a accompli un « stage » de 800 heures de travail ou assimilées (180 jours pour le régime général) au cours des douze mois précédant le début de son incapacité. Mais dans l'Assurance-Maladie-Incapacité, il n'existe pas de règle équivalente à la « règle du cachet » pratiquée à l'Onem (nos éditions d'hier). Pas question de convertir des montants en jours ! Pour couvrir valablement l'artiste, l'Inami devrait donc adopter dans sa législation l'équivalent de la « règle du cachet » Onem.

6

Des artistes mieux formés

C'est l'un des constats formulés par l'acteur Arnaud Bronsart :

« Dans les écoles d'art, on n'est pas du tout formé au droit social, droit fiscal, etc. On doit l'apprendre sur le tas. » Le constat est partagé et il n'est pas acceptable : les écoles d'art ne peuvent présenter à leurs étudiants un monde éthéré, virtualisé. « Certaines écoles le font déjà, note Pierre Dherte (UA), mais toutes devraient dispenser une formation de ce type, mise à jour presque quotidiennement. Il n'y a pas qu'à apprendre à peindre qui est important, il faut aussi apprendre à s'en sortir dans ce métier, connaître les rouages administratifs, légaux, etc. »

7

Un bureau social mutualisé

Les artistes, cependant - comme bien d'autres professions -, préfèrent externaliser ces compétences et recourent à des bureaux sociaux pour artistes (BSA) comme Amplo ou Smart. Ces bureaux sont souvent le meilleur médiateur entre l'artiste et la faune administrative qui l'assaille. Mais ils sont coûteux et l'idéal de la coopérative est parfois bien lointain. Un artiste cède 7 % de ses revenus à un BSA, une dime qui s'ajoute aux 15 % qu'il abandonnera par ailleurs s'il est sous contrat d'agent. Si on ajoute à cela les charges sociales et fiscales que l'artiste verse comme tout travailleur, le reliquat est maigrichon. L'Union des artistes - encore elle - imagine la création d'un bureau social mutualisé (BSAM). « Nous pensons qu'un BSAM pourrait encaisser entre 2 à 3 %, estime Pierre Dherte, ce serait le juste prix. »

8

Etablir des « projets de vie »

C'est une idée lancée début février par le député Matteo Segers (Ecolo) et à laquelle s'est rallié Défi : une disposition réglementaire permet aux sportifs de haut niveau de ne pas devoir justifier auprès de l'Onem leur recherche active d'un emploi. « Nous avons en effet décidé de créer un projet de vie pour les sportifs de haut niveau, note le député vert, nous pouvons en faire de même pour les artistes. » L'idée : « Lorsqu'un artiste formule une demande à la Fédération Wallonie-Bruxelles, il reçoit une reconnaissance lui permettant de déposer des dossiers, des demandes de contrats-programmes ou des demandes de bourses. Il serait envisageable de créer un projet de vie permettant aux artistes, grâce à un document fourni par la Fédération, de ne pas avoir à justifier auprès de l'Onem lorsqu'ils ne respectent pas les dispositions leur imposant de postuler auprès de tel employeur ou de répondre à une offre d'emploi de tel entrepreneur ou manufacturier. »

« C'est une idée que je trouve assez pertinente, réagit Pierre Dherte, de l'Union des artistes. Il y a là une source d'inspiration. Rien n'est acquis, cependant : « Il y a peut-être un problème d'échelle, note Philippe Schoonbrood (CGSP-Culture) : les sportifs de haut niveau, ce sont quelques dizaines de personnes. Les artistes sont des dizaines de milliers. Pas sûr qu'on puisse transposer la mesure à cette échelle. » Le 4 février, en commission culture du Parlement FWB, un projet de motion Ecolo-Défi appuyant cette idée a été contré par une motion PS-CDH.

9

Cumuler droits d'auteur et chômage

C'est l'une des revendications les plus fortes pour les artistes dont la carrière décolle mais dont les revenus restent incertains. Comme le suggère une proposition de loi déposée ce 6 février par quatre députés PS dont Karin Lalieux, il s'agit de modifier l'arrêté royal du 25 novembre 1991 réglementant le chômage afin de mettre un terme à la règle de diminution des allocations en cas de cumul entre chômage et revenus tirés de l'exercice d'une activité artistique. Rien de bien compliqué : on biffe quatre alinéas et on met fin à une injustice sociale flagrante qui limite à 4.361,76 euros annuels le montant maximal qu'un artiste au chômage peut percevoir en droits d'auteur et voisins sans que cette somme soit retirée de ses allocations. Aujourd'hui, rien n'empêche un chômeur de

percevoir à la fois ses allocations de chômage et les loyers des immeubles qu'il possède ou les dividendes des actions, fonds, trackers et autres stock-options qu'il a amassés. Pourquoi les artistes qui investissent dans leur carrière seraient-ils moins bien considérés que des boursicoteurs au chômage ? La proposition Lalieux est aujourd'hui soutenue par le CDH, Ecolo, Défi et chacun regarde en direction du MR. Comment comprendre que le PS ait attendu le premier gouvernement dans lequel il n'est pas depuis 1991 pour déposer ce texte simple qui tient en une demi-page ? Mais comme l'a remarqué avec fielle la ministre Alda Greoli (CDH) en approuvant cette initiative socialiste : « Ce n'est pas parce que plusieurs ministres de l'action sociale n'ont rien fait depuis des années et au fil des différentes législatures qu'il faut continuer dans cette voie. »

10

Lier les subsides aux quotas artistiques

C'était l'une des dix priorités de la coupole « Artiste au centre » : « Déterminer des quotas d'emploi artistique selon les subventions, la nature des relations contractuelles et des bud-

gets. » Si le statut d'artiste est précis, si les fonctions artistiques permettent de dresser une nomenclature et établir un cadastre de l'emploi artistique, alors le pouvoir subsidiaire peut s'assurer qu'il ne subsidie en priorité de l'emploi réellement artistique, et non des personnes qui se font passer pour des artistes mais incarnent en réalité des fonctions de soutien. La ministre de la Culture Alda Greoli (CDH) soutient qu'elle a déjà suivi ce chemin lors de la rédaction des nouveaux contrats-programmes, que l'administration aura une vision claire de l'emploi artistique dès que tomberont les rapports d'activités attendus en mai 2019, et que cet emploi artistique va pouvoir devenir « un critère de subventionnement et d'évaluation, ce qui n'était pas le cas avant ». Vrai, faux ? Pierre Dherte (UA) est sceptique. « C'est toujours l'administration, en majorité PS, qui décide. (La ministre) ne veut pas se mettre à mal avec le PS et nous dit qu'elle ne peut rien imposer. Elle sait que nous demandons des quotas d'emplois artistiques, avec un mécanisme de cliquets, etc. - tout cela est très balisé - mais l'administration n'en veut pas... » Le mécanisme d'une subordination par quotas et avec cliquets a fait l'objet début février d'une motion de soutien Ecolo-Défi, elle a été contrée par une motion PS-CDH.

11

Renouer le lien syndical

S'exprimant début février sur le statut de l'artiste, la ministre de la Culture Alda Greoli (CDH) a eu cette phrase : « Il s'agit d'une problématique extrêmement complexe qui nécessite d'ailleurs l'accord de partenaires sociaux dont certains sont réfractaires à l'idée d'un statut spécifique pour les artistes. » Y aurait-il un problème ? « Est-ce que les corps intermédiaires - les syndicats notamment - défendent encore les intérêts des travailleurs ? » nous lance Pierre Dherte, président d'une fédération professionnelle (Union des Artistes) qui fait désormais de l'ombre aux syndicats. En Fédération Wallonie-Bruxelles, les fédérations d'artistes « ont voix aux instances de concertation mais aussi de décision, et presque normalement, les décisions sont prises d'avantage avec nous qu'avec les syndicats. » A contrario, reconnaît-il « une nouvelle convention collective a été négociée récemment, or aucune des fédérations n'était au courant et nos affiliés syndiqués disent qu'ils n'ont pas été concertés ». Bref, il existerait une certaine rivalité entre fédérations et syndicats, pas toujours profitable aux artistes car il n'y a pas forcément de solidarité entre les divers profils d'artistes. Les fédérations, c'est bien, mais elles défendent des intérêts très particuliers. Ainsi, l'Union des Artistes a un intitulé trompeur puisqu'elle ne représente en principal que les comédiens et interprètes. Il n'empêche : au cours de notre enquête, plusieurs artistes se sont plaints du peu d'informations utiles - et plus encore du manque de soutien - qu'ils ont reçus de leur syndicat. Il existe effectivement, au sein de la FGTB, un hiatus entre la position de la Setca sur les artistes et celle de la CGSP-Culture. Philippe Schoonbrood (CGSP-Culture) admet volontiers et explique sa vision : « Pour nous, l'artiste préfigure probablement ce que sera le travailleur dans les 10-20-30 années qui viennent. Par-delà l'artiste, nous pensons qu'il faut plutôt développer un statut du travailleur intermittent, ce qui inclut les techniciens et toutes les fonctions de soutien. » C'est une vision stratégique très intéressante, mais qui rend le débat beaucoup plus tendu et nous renvoie au tout début de notre article...

12

De nouveaux outils

A la mi-décembre, la ministre des Affaires sociales Maggie De Block (Open VLD) annonçait le lancement d'une nouvelle application destinée à simplifier la vie administrative des artistes. Artist@Work devrait leur donner accès à toutes les informations sur leur statut et leur permettre d'introduire par voie électronique leur demande d'agrément en tant qu'artiste. L'appli devrait aussi servir à sauvegarder les prestations pour lesquelles une rémunération aura été perçue. L'Union des Artistes est dubitative : « Si l'application était géniale, cela me serait revenu, tacle Pierre Dherte. On n'a pas besoin de cela, ce dont on a besoin est humain, l'équivalent d'un Kunstenlocket, genre téléphone vert avec des informations factuelles. » L'accueil politique au sud du pays a été réservé : « L'application est en développement, elle n'est donc pas encore disponible », a d'abord remarqué la ministre de la Culture Alda Greoli (CDH), tout en constatant que la ministre libérale, une fois de plus, ne s'était pas concertée avec ses collègues en charge de la culture. « Je me réjouis toutefois de cette initiative utile. » En quoi est-ce utile ? C'est une partie légitime du contrôle de l'Etat sur des activités artistiques souvent sous-déclarées. Le Conseil national du travail (CNT), demandeur de ce genre d'application, a d'ailleurs rendu ce 26 février un avis positif, estimant que Artist@Work « permettra d'avoir une vision globale des prestations artistiques, ce qui contribuera à garantir une plus grande sécurité juridique (et) permettra également de simplifier le travail de la Commission Artistes. » Comme l'explique Philippe Schoonbrood, permanent culture de la CGSP, l'enjeu est très concret, il concerne un meilleur contrôle du « régime des petites indemnités » (RPI) pour artistes, strictement réservé à des activités artistiques très rares (moins de trente prestations par an) et pour un montant tout à fait accessoire (total maximal annuel de 2.578,11 euros) : « Personne ne sait plus combien de RPI sont signés chaque année. Le bureau social pour artistes Smart pense qu'on se situe autour de 900.000 RPI par an, donc plus de cent millions d'euros qui échappent à la protection sociale. Cette application n'est sans doute pas "la" réponse qu'on attend du gouvernement, mais cela va rendre plus de clarté dans un système qui a dérapé »

A.L.